

**Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES**

DELIBERATION N° 2021-017

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 16 février 2021

L'an deux mille vingt et un, le 16 février à 17 h,

Conformément à la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise, le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 12 février 2021, a tenu une réunion en session ordinaire à la mairie, en présentiel et à distance, par visioconférence, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents en séance : Christophe AUBERT, maire,

Éric GRAVIER, Cécile NEYRAUD, adjoints

Jean-Luc BISI, Enrica TASSO, Ugo MOUNIER, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Jocelyne MARTIN, Stéphanie DEBOUT, Pascal ESPITALLIER, conseillers municipaux.

Etaient présents en visioconférence : Agnès ARGENTIER, adjointe, Pierre BALME, maire délégué Venosc, Laurent GIRAUD, Anne MILLET, Paul VAN LEEUWEN, conseillers municipaux.

Etaient absents ou excusés : Camille DURDAN, André GARDEN

Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :

Patrick PELLORCE donne pouvoir à Cécile NEYRAUD

Françoise MOREAU donne pouvoir à Agnès ARGENTIER

Marie-Hélène COING donne pouvoir à Enrica TASSO

Delphine VAZEUX donne pouvoir à Jocelyne MARTIN

Angélique AGUILAR donne pouvoir à Jocelyne MARTIN

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mme Céline VALETTE et Pascal ESPITALLIER ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : COMMANDE PUBLIQUE – 1.4 – Autres types de contrat

OBJET : Parking municipal Venosc - Concession de stationnement au profit de la société GAÏA

Monsieur le maire expose à l'assemblée que l'article UB 12 du plan local d'urbanisme de la commune déléguée de Venosc précise que la commune peut faire application de l'article L.151-33 du Code de l'Urbanisme qui stipule que lorsque le bénéficiaire du permis ne peut satisfaire aux obligations de création de places de stationnement, il peut être tenu quitte de ses obligations en justifiant que les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soient obtenues par l'intermédiaire d'une concession à long terme dans un parking de stationnement public existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, ou par l'acquisition de places de stationnement dans un parking privé répondant aux mêmes conditions.

La SCI GAÏA, représentée par Mme Fabienne Calistri, souhaite bénéficier des conditions de l'article UB 12 car la création d'une surface de plancher supplémentaire de 59,51 m² issue de la modification d'un bâtiment existant ne lui permet pas de réaliser une place de stationnement.

Monsieur le maire propose à l'assemblée de conclure une convention de concession pour une place de stationnement dans le parking souterrain municipal de Venosc pour une durée de 10 ans et d'en fixer la redevance annuelle au tarif de 1800 €.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à l'assemblée de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à la majorité des membres présents et à distance, avec les abstentions d'Agnès Argentier, Céline Valette, Fabien Veyrat, Jocelyne Martin et Stéphanie Debout :

- **DECIDE** de conclure avec la SCI GAÏA, représentée par Mme Fabienne Calistri, une convention de concession pour une place de stationnement dans le parking municipal de Venosc, pour une durée de 10 années ;
- **FIXE** le montant de la redevance annuelle au tarif de 1800 € ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de concession.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT





CONVENTION DE CONCESSION DE STATIONNEMENT

Entre

La commune LES DEUX ALPES, collectivité de droit public dont le siège est situé 48 Avenue de la Muzelle, 38860 Les Deux Alpes, représentée par Monsieur Christophe AUBERT, Maire, dûment autorisé par délibération n° 2021-017 du 16 février 2021

Ci-après dénommée « *la Commune* »

D'une part,

Et

La SCI GAIA, représentée par Madame Fabienne CALISTRI, domiciliée 1-3 rue Saint Claude, 38860 LES DEUX ALPES,

Ci-après dénommée « *l'Occupant* »

D'autre part,

Préambule :

Vu le plan local d'urbanisme de la commune déléguée de Venosc approuvé le 30 mai 2011 et notamment l'article UB 12 qui stipule que la commune peut faire application de l'article L.151-33 du Code de l'Urbanisme :

« Lorsque le bénéficiaire du permis ne peut satisfaire aux obligations résultant de l'alinéa précédent, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit par l'obtention d'une concession à long terme dans un parking public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit par l'acquisition de places de stationnement dans un parking privé répondant aux mêmes conditions,

Vu le permis de construire n° 038 253 20 20014 obtenu en date du 31 décembre 2020 par la SCI GAIA, pour la création de 59,51 m² de surface de plancher,

Considérant que la surface de plancher créée est issue de la modification d'un bâtiment existant et que cette création ne permet pas la réalisation d'une place de stationnement, comme requise par l'article UB12 ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

La commune Les Deux Alpes concède à la SCI GAIA une place de stationnement non nominative dans le parking public communal souterrain de Venosc.

La présente convention sera annexée à l'arrêté autorisant le permis de construire n° 038 253 20 20014 en date du 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : Durée

La convention est conclue pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2031 et pourra être renouvelée à l'échéance. En cas de renouvellement, l'occupant devra en faire la demande expresse 6 mois avant l'échéance de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé réception.

La présente convention prendra effet à la délivrance du permis de construire.

Dans l'hypothèse d'une nouvelle demande, ayant pour objet la création de nouveaux appartements ou de nouvelles surfaces habitables, un avenant à la présente convention sera signé entre les deux parties ou successeur.

Dans l'hypothèse d'une nouvelle demande supprimant des appartements les dispositions de la présente convention restent applicables, le pétitionnaire ou ses successeurs ne pouvant se prévaloir auprès de la collectivité du remboursement des indemnités correspondant aux places relatives à la suppression des appartements.

ARTICLE 3 : Transfert des droits

En cas de vente du bien par la SCI GAIA, les dispositions de la présente convention seront transférées de plein droit au nouvel acquéreur.

ARTICLE 4 : Sous-location

L'Occupant s'interdit expressément d'accorder à un quelconque tiers, à titre gratuit ou onéreux, un contrat de sous-location ou d'occupation à titre précaire, d'apporter en société, de mettre en location ou gérance ou ce céder, à titre gratuit ou onéreux, les droits qu'il tient des présentes.

ARTICLE 5 : Redevance

Le montant de la redevance est fixé à 1800€ par an et par unité de parking pour la durée de la présente convention.

A la signature de la présente convention, l'occupant s'engage à acquitter la totalité de la redevance soit la somme de 18 000€.

ARTICLE 6 : Conditions diverses

Aucune tolérance de la commune quant aux stipulations des présentes, qu'elle qu'en soit la fréquence ou la durée, ne sera génératrice de droit acquis, la commune pouvant toujours y mettre fin.

L'Occupant exécutera toutes stipulations des présentes, sans recours contre la Commune, sous sa responsabilité et à ses frais, de telle sorte que la commune ne soit jamais inquiétée, ni recherchée, ni même appelée en garantie.

ARTICLE 7 : Sanction

La commune peut à tout moment et sans indemnités, retirer l'autorisation d'occupation des places de stationnement à son bénéficiaire lorsque celui-ci ne respecte pas les conditions de cette autorisation.

ARTICLE 8 : Assurance-Responsabilité

La commune ne sera responsable ni de la disparation, ni des vols ou détériorations quelconques qui pourraient survenir ou à leur contenu.

La commune décline toute responsabilité dans le cas où des incidents interviendraient du fait de la non-exécution des clauses de la présente.

ARTICLE 9 : Election de domicile – Attribution de juridiction

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile chacune à son siège social énoncé en en-tête des présentes.

Tous les litiges survenant dans l'interprétation ou l'exécution des présentes seront tranchés par le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Les Deux Alpes, le
En deux exemplaires originaux.

Pour la Commune,
Le Maire, Christophe AUBERT

Pour l'Occupant,
Fabienne CALISTRI